

# Notes démographiques sur Saint-Antonin

par Albert CAVAILLÉ,  
Professeur à l'École Normale

« Notre ville languit ; notre région se meurt ; il ne restera bientôt plus personne à Saint-Antonin ». Voilà ce que l'on entend dire souvent, et ce que l'on considère un peu comme une injustice ; un si beau site, un si merveilleux passé, de si nombreuses ressources, et une poignée d'habitants seulement qui restent là pour en profiter..., des maisons qui s'écroulent, des rues entières qui disparaissent, de belles fermes au toit crevé qui ne revivront plus : triste tableau, paradoxal décor d'une cité qui aurait mérité mieux.

Je voudrais rapidement mesurer l'ampleur de cette dépopulation dans la commune de Saint-Antonin, en rechercher les causes et esquisser les perspectives d'avenir.

Tableau I. — Population de la commune de 1809 à nos jours :

Dates	Population	en ville	écarts
1809 .....	5.369	—	—
1821 .....	5.444	2.640	2.804
1831 .....	5.462	2.681	2.801
1851 .....	5.407	2.585	2.822
1872 .....	4.863	2.460	2.403
1901 .....	3.745	1.792	1.953
1921 .....	2.872	1.418	1.454
1936 .....	2.670	1.312	1.258
1946 .....	2.284	1.266	1.018
1954 .....	2.055	1.163	892

En un siècle donc, la commune a perdu 62% de ses habitants, ce qui est beaucoup, mais ne constitue pas un record, puisque Caylus en a perdu davantage encore (68%) et que

quelques cantons du Lot, pas très éloigés, se sont dépeuplés de 75%. Dans le canton, au total, la population a baissé de 50% ; Saint-Antonin s'est donc dépeuplé plus que l'ensemble de son canton, dont le mouvement démographique est assez varié (tableau II).

*Tableau II. — Population du canton :*

Communes	1851	1872	1901	1921	1954	Baisse %
SAINT-ANTONIN .	5.407	4.863	3.745	2.872	2.055	61,9
CASTANET . . . . .	893	894	700	537	379	57,5
FENEYROLS . . . . .	743	685	580	442	294	60,7
GINALS . . . . .	1.210	982	710	543	313	74,1
LAGUEPIE . . . . .	1.186	1.380	1.208	988	1.084	8,6
PARISOT . . . . .	1.698	1.567	1.314	850	596	64,8
VAREN . . . . .	1.794	1.799	1.375	1.151	1.127	37,2
VERFEIL . . . . .	1.104	1.072	842	720	625	43,3

L'examen du tableau II permet de faire des remarques intéressantes :

La baisse a commencé à Saint-Antonin plus tôt qu'ailleurs ; les communes les plus isolées comme Castanet se sont dépeuplées les dernières.

Les communes exclusivement rurales, les plus dispersées comme Ginals ont celles qui ont connu les baisses les plus fortes.

Les communes où s'est maintenu le plus longtemps l'artisanat, ou qui ont eu un peu d'industrie, comme Varen, ont moins souffert que les autres.

Enfin, Laguépie pose un cas très particulier ; après avoir amorcé tardivement une baisse, comme les autres communes, elle connaît une remontée sensible, due au commerce et à l'artisanat actuels, favorisés par la position du village à un carrefour de voies de communication et au contact de deux régions administratives et naturelles différentes.

Tel est le tableau de la dépopulation, en général aussi lamentable qu'on le dit.

*Naissances et décès.*

Tout le XVIII<sup>e</sup> siècle avait été pour nos régions une période d'accroissement démographique considérable ; le nombre de naissances étant supérieur à celui des décès et l'émi-

gration n'ayant pas encore commencé, la population s'accroissait régulièrement. Cette situation se prolonge au XIX<sup>e</sup> siècle, puisque de 1813 à 1823, il y avait par an 146 naissances contre 149 décès, avec 40 mariages (35 naissances pour 10 mariages).

Le taux de natalité, c'est-à-dire la proportion des naissances par rapport à la population totale était d'ailleurs plus bas, à cette époque déjà, dans notre région, que dans le reste de la France : 27 pour 1.000 contre 31. Il n'a cessé de décroître, puisque, de nos jours, il n'est plus que de 15 pour mille ; il est né en effet 30 enfants dans la commune et par an ces dernières années ; il est mort par contre 52 personnes en moyenne.

Ainsi, pour une natalité très fortement diminuée, la mortalité reste importante à Saint-Antonin, presque aussi forte qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré de meilleures conditions de vie et des soins de santé plus éclairés. Ce fait nous explique en partie pourquoi la population de Saint-Antonin baisera encore : c'est qu'elle compte une forte proportion de vieillards, comme partout dans nos campagnes, par suite du départ de nombreux jeunes. Et c'est ici le véritable phénomène démographique : l'émigration, l'exode de très nombreux jeunes gens se poursuit depuis un siècle.

C'est surtout cet exode qu'il est intéressant d'expliquer. Pourquoi, depuis cent ans, les jeunes ne sont pas restés attachés à notre cité, à ces paysages qu'ils aimaient bien autant que nous, peut-être sans le savoir ?

Un grand moteur dirige les actions des hommes : la recherche de bonnes conditions matérielles de vie ; c'est lorsque la faim est apaisée, la vie assurée, la famille protégée, que les hommes peuvent bâtir leur bonheur. Nous trouverons la raison profonde de l'exode dans les conditions de vie, dans leur côté matériel, dans l'économique, et non pas surtout dans le spirituel et le moral. La vie que menaient nos ancêtres de 1800 à 1850 porte en elle les germes de cet immense abandon de nos campagnes et de nos petites villes.

#### *La vie au début du XIX<sup>e</sup> siècle.*

Une double activité faisait vivre alors notre petite ville. D'abord, l'agriculture, semblable à toute celle de la région ; on avait abandonné déjà à peu près totalement les cultures industrielles comme le pastel, pour se consacrer uniquement

aux cultures vivrières. Ensuite, l'industrie artisanale urbaine, qui fabriquait les produits utilisés dans la région et même des produits commercialisés au dehors, comme le cuir.

L'agriculture était donc une polyculture de détail ; on cultivait de tout sur les divers sols des environs ; le blé, en premier lieu, qu'on faisait alterner sur les sols profonds du causse et du terrefort avec le maïs et les plantes sarclées ; les champs étaient parsemés d'arbres fruitiers, surtout de noyers et de pruniers, les noix servant à la fabrication de l'huile, pour la nourriture et l'éclairage ; les bonnes terres d'alluvions portaient du chanvre dont les tisserands faisaient sur place de la solide toile ; les pentes du causse étaient toutes cultivées, derrière les petits murs qui soutenaient la terre, et portaient des vignes et de nombreux jardins avec toutes sortes d'arbres fruitiers ; les osiers des rives et les feuilles de « cesco » étaient aussi utilisés ; les bois étaient bien tenus et bien clôturés ; les prés, très divisés, donnaient le fourrage pour quelques bovins et surtout pour les moutons et les chèvres. Car la diversité des productions s'étendait aussi à l'élevage, du porc aux volailles et aux pigeons. Toutes les ressources étaient utilisées, pour assurer la vie des familles saint-antoninoises. Il y avait beaucoup de monde à la terre et toutes les conditions sociales se trouvaient à la campagne.

Il y avait quelques gros propriétaires, exploitant la suite des grands domaines seigneuriaux de l'ancien régime, rares d'ailleurs à Saint-Antonin. Le maître réglait tout le travail et employait toute l'année, en utilisant divers modes de paiement, la main-d'œuvre locale ; pas de métayers comme dans la plaine. Après eux, venaient les « pagès », les propriétaires moyens qui étaient les maîtres de leur terre et la cultivaient eux-mêmes, aidés de leur famille. Ils habitaient les maisons des hameaux et exploitaient le terroir agricole qui les entourait, comme à Gautier, à Laussier ou à Tabarly. Les petits propriétaires venaient ensuite, exploitant leurs deux ou trois hectares et travaillant de temps en temps chez les autres. Les journaliers et les brassiers, les gagistes, étaient nombreux et habitaient les petites maisons des hameaux, les petites maisons basses ceinturées du jardin. Ils tiraient leurs ressources de leurs champs, parfois bien minuscules et aussi de leur travail chez les autres, les moyens ou les gros propriétaires, contre paiement en nature le plus souvent : ils sarclaient le

maïs de « sept-un », ou moissonnaient pour un boisseau, ou vendangeaient pour le marc dont ils faisaient de la piquette.

Au total, la société agricole formait un tout, où chacun avait sa place ; on vivait juste, aussi bien chez les petits que chez les autres ; on essayait surtout de vivre avec le moins d'argent possible ; pour beaucoup, les bras étaient la seule assurance. Si les forces manquaient, on mendiait et, même à la campagne, tout un petit peuple trouvait à vivre en glanant, en grapillant, en maraudant ou en mendiant à l'occasion. Les petits champs clos de murs ou de haies, les cabanes bâties par le berger désœuvré, les petites maisons croulantes couvertes de « téoulos » ont vu bien des misères : toute une humanité a vécu là, chichement mais sans trop d'à-coups, dans la médiocrité rendue supportable par des prodiges d'ingéniosité.

Le tableau de la ville à la même époque était peu différent ; d'abord, parce que la moitié de ses habitants étaient des agriculteurs, le plus souvent de très petits propriétaires, qui avaient leurs champs dispersés de Saleth au Bout de la Côte de Caussade ; ensuite parce qu'on retrouve la structure sociale de l'ancienne république protestante, dans le cadre moyen-âgeux de ses rues, comme une suite à peine retouchée des vieilles corporations.

On n'y rencontre que peu de commerçants, ni épicier, ni primeuriste ; quelques négociants expédient les produits locaux par rouliers : cuir, vin, laine. Dans la haute classe se trouvaient aussi les avoués, les notaires, les avocats et les huissiers qui étaient nombreux en ces temps où il y avait moins de fonctionnaires pour s'occuper des affaires des particuliers.

La catégorie la plus nombreuse était celle des artisans, petits patrons qui fabriquaient tout ce qui était nécessaire à l'habillement, à la maison, ou à l'exploitation agricole. Il y avait aussi des tanneurs, qui avaient des entreprises plus importantes et faisaient vivre 200 ouvriers en 1826. Des cultivateurs vivaient aussi en ville, et aussi beaucoup de journaliers et de mendiants.

La ville formait avec la campagne voisine un ensemble économique équilibré. La plupart des artisans avaient eux-mêmes quelques champs et surtout des vignes sur les pentes du Calvaire. A part le cuir, qui était surtout destiné à l'expédi-

tion, tous les produits étaient échangés sur place, contre d'autres produits ou contre du travail ; le meunier prélevait sa part de blé sur les apports de ses clients, le tisserand gardait du chanvre, le forgeron fabriquait une hache contre une journée de travail à sa vigne. Seules les tanneries font dans cet ensemble un corps étranger, petite industrie qui apporte dans cette économie fermée quelques ressources de plus.

Et bien sûr, la vie était précaire ; il y avait cependant du travail pour tous, des ressources suffisantes pour maintenir la vie de la communauté économique dont Saint-Antonin était le centre vivant, comme Caylus, Parisot, Verfeil ou Varen étaient les centres de régions semblables. Ces unités économiques restaient toujours repliées sur elles-mêmes et vivaient en circuits fermés : circuit familial, circuit local, dans un équilibre tant bien que mal réalisé entre les besoins et les ressources. Le moment est cependant venu où cet équilibre est devenu de plus en plus précaire, puis s'est rompu, et les départs des garçons et des filles, des femmes et des hommes, les grands départs ont commencé.

#### *Les changements au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.*

Les ressources agricoles de notre région, qui vivait presque uniquement des produits de la terre, ont augmenté bien peu, par comparaison avec celles d'autres régions françaises, où la révolution agricole se produisait avec plus de force, et avait pour résultats une progression des rendements ou une spécialisation amenant la valorisation des produits.

Mais Saint-Antonin et sa région étaient un peu isolés, et la population se serrait toujours davantage : c'est le temps où beaucoup de maisons nouvelles furent construites, des bergeries transformées en maisons et les derniers terrains disponibles défrichés. Malgré l'introduction de cultures nouvelles, comme le maïs, les ressources alimentaires restaient à peine suffisantes, et il y avait des années où beaucoup de paysans mangeaient la « mique » de maïs ou la galette de seigle au lieu de pain de froment. D'autre part l'extension de l'élevage était freinée par le manque de terrains disponibles ; le mouton ne pouvait plus gagner sur les plateaux secs du causse, et la culture fourragère était réduite faute de place ; il fallait que les champs produisent avant tout la nourriture des hommes. C'est ainsi que, encore en 1866, le canton de

Saint-Antonin cultivait en céréales 5.320 hectares contre seulement 1.271 hectares de prés naturels ou artificiels ; la proportion est presque inverse aujourd'hui. Les rendements étaient d'ailleurs faibles, puisqu'ils étaient seulement de 8,30 hl à l'hectare en moyenne (et on en semait deux !).

Plus encore que par augmentation de population l'équilibre a été rompu par l'augmentation des besoins qui est venue avec le progrès général des techniques, en face de ressources qui s'accroissaient trop peu. Les hommes ont voulu mieux vivre, remplacer les sabots du dimanche par des souliers tous les jours, la chemise de rude toile par du linge fin, la piquette de prunelles par du bon vin de vigne. Le géographe n'a pas à juger les hommes, mais nous ne pouvons que les approuver...

Et justement les routes, puis le chemin de fer (en 1865) sont venus leur apporter de l'extérieur ces produits que l'artisanat local ne pouvait pas leur fournir. Mais pour satisfaire ces besoins nouveaux, il fallait de l'argent, et cette impérieuse nécessité a complètement changé les modes de vie, aussi bien en ville qu'à la campagne.

Jusqu'alors, on avait travaillé pour vivre, accessoirement pour s'enrichir ; à partir de 1850, on va travailler pour gagner de l'argent qui permettra de vivre, et la grande affaire devient d'en gagner le plus possible. Et alors on vend les produits et on achète le travail. Les propriétaires moyens et gros emploient le moins possible de main-d'œuvre et la paient ; bientôt les machines viendront leur permettre d'avancer leurs travaux rapidement, mais le plus souvent, et encore de nos jours, ils compensent cet emploi moins fréquent de la main-d'œuvre extérieure par un travail souvent au-dessus de leurs forces. En tous cas, ils paient la main-d'œuvre en argent, le moins possible d'ailleurs, 1 à 2 francs, suivant les saisons en 1866. Ils cessent de donner le champ à travailler de « cinq-un » ou la vigne à « foïre » contre un baril de vin. De même, les artisans se font payer en argent et paient leurs ouvriers.

Et c'est pour tout une catégorie sociale la misère la plus complète ; le mode de vie archaïque, mais où tout le monde trouvait son compte, devient hostile aux brassiers, aux journaliers, aux petits propriétaires surtout, qui trouvaient chez les autres un complément de ressources pour leur famille. Ils quittent leur ville ou leur hameau sans regrets.

La vie de la communauté économique dont Saint-Antonin était le centre se trouve également changée. La ville cesse d'être le cœur d'une région autonome pour devenir un centre de distribution, comme toutes les communes des environs. Les commerçants peu à peu remplacent les artisans : de 10 commerçants en 1840 on passe à près de 40 en 1901, sans compter les boulangers et les bouchers, et, de plus en plus, les artisans revendent des produits qu'ils n'ont pas eux-mêmes fabriqués ; il est facile de comprendre que là où un commerçant suffit aujourd'hui il fallait autrefois plusieurs artisans pour fabriquer ce qu'il vend.

Bref, à la ville comme à la campagne, les besoins nouveaux nés du progrès ne peuvent se satisfaire qu'avec plus d'argent et toutes sortes de travaux se ferment peu à peu à ceux qui n'ont que leurs bras pour en gagner. Des catégories sociales entières se sont trouvées dans un court laps de temps, avec ces besoins accrus, sans argent et sans travail ; nous ne nous étonnerons plus que les hommes et les femmes dans cette situation soient allés chercher ailleurs de quoi vivre.

Les premiers départs furent donc les fils et les filles des petits propriétaires et des petits artisans ; beaucoup de ceux qui formaient les plus basses classes, faute de spécialisation, ne partirent pas tout de suite. Plus tard, les enfants des plus misérables, avec la scolarité obligatoire et gratuite, trouvent du travail et la stabilité de leur vie. Comment peut-on accuser l'école d'avoir provoqué l'exode rural ! Elle a cherché à faire des hommes, et dans la mesure où elle y a réussi, ces hommes qu'elle a formés sont allés travailler là où ils pouvaient vivre, dans un métier qui leur convenait : il vaut mieux, d'ailleurs, pour tout le monde, que l'école ait contribué à former des employés de chemin de fer, avec les malheureux brassiers d'autrefois.

Et justement, à ce moment, les villes en plein développement industriel ou commercial demandaient des hommes. Ce n'est pas la faute des hommes si la vieille organisation économique, si merveilleusement adaptée à des conditions dépassées par le progrès technique n'a plus été capable de faire vivre dignement toute la population d'autrefois.

#### *Les causes accidentelles de la dépopulation.*

Elles se sont ajoutées à la grande cause économique que nous venons de souligner.



Vers 1875, le phylloxéra a fait mourir les vignes, tarissant une ressource appréciable et fermant un nouvel horizon de travail. Devant la concurrence de régions où l'on avait plus rapidement replanté, mieux adaptées pour fournir de grosses quantités de vin à bon marché, la plupart des vignes mortes n'ont pas été reconstituées, et les vieilles vignes sont devenues des friches sur les « souleilhons » de nos vallées.

L'établissement du réseau routier et de la voie de chemin de fer ont occupé pour un temps une main-d'œuvre importante ; mais les travaux finis ici, les travailleurs qui avaient déjà quitté leur champ ou leur atelier ont trouvé ailleurs du travail ; et il en a été de même lors de l'exploitation des phosphates et des carrières de pierre, tous travaux qui n'ont pas duré mais qui ont suffi pour détacher les hommes de vieilles habitudes.

A leur tour, les tanneries ont fermé leurs portes, les unes après les autres, pour des causes générales que nous ne pouvons étudier. Il y avait encore en 1901 une quarantaine d'ouvriers tanneurs, pour la plupart bien âgés ; il y avait aussi à la même époque 35 menuisiers ou charrons, 12 cordonniers et 125 artisans divers. Il en reste, en tout, aujourd'hui, 84, à côté de 34 commerçants, et ils suffisent à leur tâche. Les industries qui se sont succédées ne se sont pas vraiment implantées, parce qu'elles n'ont pas pu s'adapter aux modernes conditions de production. Saint-Antonin n'a pas pu devenir un petit centre industriel : les facteurs naturels ne l'y poussent guère, et au cours de cette vie d'autrefois, étriquée et sans grande liaison avec l'économie nationale, il ne s'est pas constitué une tradition industrielle ni de grandes fortunes locales pour faire vivre des usines ayant la possibilité de concurrencer celles des places mieux organisées.

Faut-il rappeler l'instauration du service militaire obligatoire, qui a changé les jeunes hommes de milieu, qui leur a souvent donné une spécialisation dont ils ont tiré parti ailleurs qu'ici ? Faut-il rappeler la guerre, qui a fauché 110 jeunes hommes, dont 65 agriculteurs, qui auraient pu faire souche dans notre commune ?

*La dépopulation se poursuit... et se poursuivra encore.*

Si on s'explique assez bien les premiers départs, si on analyse assez facilement les causes du maintien de l'exode jus-

qu'à la guerre de 1914, et en dehors de la baisse de population qui se poursuit forcément après les départs des jeunes, lorsque les vieux disparaissent, on voit souvent assez mal pourquoi l'exode des jeunes se poursuit encore. On pouvait espérer une stabilisation après les premiers départs, qui ont décongestionné une région trop peuplée pour ses ressources. Mais le mouvement se poursuit, s'accélère même ces dernières années. Comme beaucoup de phénomènes humains, explicables et logiques au début, le mouvement devient excessif et paraît absurde.

C'est que la cause économique reste toujours valable ; notre agriculture — ne parlons que d'elle maintenant — reste en retard sur celle d'autres régions. Des fermes d'étendue moyenne se sont créées, aux dépens des plus grosses propriétés qui se sont fragmentées, et agrandies des champs dispersés des premiers abandons. Mais, dans ces fermes de hameau qui ne s'adaptent que difficilement aux techniques modernes, même après la mise en friche des terrains où la culture n'est pas « rentable », la vie est rude et le travail épuisant. Peu à peu, les jeunes s'en vont de la terre qui les accapare trop, impuissants souvent à vaincre les routines paternelles.

Les techniques modernes ne peuvent pas être employées, ni par les agriculteurs dont la terre est trop fragmentée, ni par les artisans qui n'ont pas assez de commandes ; et aussi l'argent manque aux uns et aux autres pour se moderniser ; la région paie encore la misère d'autrefois.

Un tracteur ne s'amortit bien que dans une ferme où on laboure au moins 40 hectares ; aucune des nôtres n'atteint cette surface. Et si l'introduction des prairies a maintenu une certaine activité à la terre, a permis de vendre du fourrage d'abord, d'élever plus de bétail ensuite, les unités d'exploitation sont encore trop petites et une concentration s'effectuera encore presque fatalement : il y a bien peu de moyens que nous puissions envisager pour éviter que ce regroupement inéluctable ne s'accompagne de nouveaux départs.

### *Conclusion.*

La ville elle-même, devenue centre de distribution, ne peut garder son activité et sa population qu'à la condition que soit prospère la campagne qui l'entoure et qu'elle dessert et

que soient trouvées à l'extérieur de nouvelles ressources. Le développement du tourisme peut apporter ces ressources ; que Saint-Antonin sache profiter de l'occasion !

Il est toujours pénible, pour ceux qui aiment leur pays, de voir l'œuvre des hommes périliter, des maisons croulantes et des champs où poussent des prunelliers entre des murettes détruites. Mais il est plus navrant encore de voir les hommes mal vivre malgré tout leur courage. Le progrès technique, que Saint-Antonin et sa région n'ont pas su adopter assez tôt peut encore apporetr à ceux qui restent des moyens de vivre heureux ; souhaitons qu'ils sachent en profiter, et que Noble-Val retrouve son activité, avec l'adhésion de ceux qui ne l'ont pas quitté, et qui sauraient bien le rendre accueillant, s'ils étaient sûrs d'y trouver la sécurité à laquelle leur travail leur donne le droit.

Albert CAVAILLÉ.

